

ARGENTINA PROJECT (S200000044)

U.S. DEPT. OF STATE, A/RPS/IPS

Margaret P. Grafeld, Director

☒ Release ☐ Excise ☐ Deny

Exemption(s): _____

Declassify: ☐ In Part ☐ In Full

☐ Classify as _____ ☐ Extend as _____ ☐ Downgrade to _____

Date _____ Declassify on _____ Reason _____

3/30/77
DD124A

ARGENTINE

REPRESSION CONTRE LES JOURNALISTES

SITUATION DE LA PRESSE

INFORMATIONS GENERALES

UPARE

PARIS le 30 mars 1977

80F178

22/185

ARGENTINE - ARGENTINE - ARGENTINE - ARGENTINE

CE DOSSIER CONTIENT :

- * UNE DECLARATION DE LA U.P.A.R.F.
- * UNE LISTE DE JOURNALISTES ASSASSINES, DISPARUS ET EMPRISONNES

et les articles suivants :

- * N° 1 - POLITIQUE
- * N° 2 - ECONOMIE
- * N° 3 - TRAVAILLEURS
- * N° 4 - POLITIQUE ETRANGERE
- * N° 5 - EDUCATION
- * N° 6 - REPRESSION

000

DECLARATION DE LA U.P.A.R.F.

Depuis le Coup d'Etat du 24 Mars 1976, la presse argentine et les travailleurs de l'information (journalistes, dessinateurs et maquetistes, ouvriers du livre, etc.) constituent une des cibles principales de la répression déclenchée par le Gouvernement Militaire, dont les violations constantes des droits de l'homme sont dénoncées dans le monde entier.

Ce choix n'est pas arbitraire. Dans toute l'histoire argentine on trouve des exemples d'une presse libre, défendant la démocratie, la justice et les droits du citoyen. Consciente du rôle fondamental de l'information, des sciences et de la culture dans la vie démocratique, la répression militaire choisit parmi les travailleurs de ces branches de nombreuses victimes. Travailler pour la liberté, la culture, la défense des droits de l'homme et la libre circulation des idées, se paye aujourd'hui en Argentine par les souffrances de la prison, de la torture ou de la mort.

La dictature militaire a établi une censure de presse absolue; elle poursuit des journalistes, des professeurs, des chercheurs, et des comédiens, bref, tous ceux qui par leur contact avec l'information peuvent dénoncer la terreur quotidienne.

Ainsi, la fermeture de journaux, revues, radios et chaînes de télévision se sont succédées; de très nombreux journalistes ont été suspendus ou licenciés, menacés économiquement ou sont passés devant les Tribunaux Militaires. Au moins, 21 journalistes ont été assassinés, 21 sont portés disparus et 31 sont en prison, où leur vie reste en danger.

Récemment, la presse européenne a dénoncé la possibilité que 40 prisonniers politiques soient fusillés : on trouve parmi eux, les journalistes Eduardo Jozami et Pedro Cazes Camarero. Le journaliste Dardo Cabo, arrêté en 1975, a été fusillé en prison et son corps abandonné dans une rue de Buenos Aires. Le journaliste uruguayen Enrique Rodriguez Larreta, arrêté par un commando para-militaire à Buenos Aires, a été remis à la dictature militaire uruguayenne, en violation de toutes les normes du droit international.

A la répression et au contrôle absolu de la presse vient s'ajouter l'interdiction de toute activité syndicale. Les trois organisations syndicales qui regroupaient la totalité des journalistes argentins : SINDICATO ARGENTINO DE PRENSA (SAP), ASOCIACION DE PERIODISTAS DE BUENOS AIRES (APBA), CIRCULO DE PERIODISTAS ARGENTINOS, ont été placées sous contrôle militaire au lendemain du putsch. Une mesure qui est loin d'être isolée parce que tous les droits constitutionnels ont été supprimés, les partis politiques suspendus ou interdits et la confédération générale du travail (C.G.T.), qui regroupe tous les travailleurs du pays, se trouve également sous contrôle militaire.

Au plan économique, la presse argentine connaît le même processus de concentration que d'autres régions du monde, avec pour conséquences l'instabilité de l'emploi et les menaces pesant sur le libre exercice de la profession. A la censure politique qui ne tolère aucune expression dissidente se sont ajoutés le contrôle, le chantage ou le boycott économique comme moyens de pression sur la presse qui tentait de maintenir un minimum d'indépendance.

Ainsi , les organes de presse indépendants et les journalistes qui ont survécu aux attentats , aux enlèvements et à la prison , ne peuvent poursuivre leur mission . De nombreux moyens de communication qui avaient décidé , après le coup d' Etat , de ne pas affronter la dictature (ce qui était politiquement impossible) , mais de conserver une certaine indépendance d' opinion, ont été contraints à la fermeture . Ce fut le cas des mensuels *Cuestionario*, dirigé par Rodolfo Terragno , et *Crisis* , dirigé par Eduardo Galeano .

Si la situation actuelle de la presse argentine est exceptionnellement grave , nous pensons que les problèmes de la presse sont fondamentalement les mêmes dans le monde entier . Partout , les journaux , en dépit de nuances et de difficultés particulières , doivent faire face aux mêmes dangers : restrictions à la libre circulation des idées , instabilité de l' emploi . Des dangers qui atteignent leur plus forte expression dans des circonstances politiques comme celles vécues aujourd'hui par le peuple argentin .

Le gouvernement argentin , qui a prétendu justifier son action par la défense du " mode de vie occidental et chrétien " , a récolté en un an , la condamnation unanime de gouvernements et partis politiques occidentaux , des églises et des organisations internationales . Son programme économique accule la grande majorité de la population à la misère et au chômage . En un an le pouvoir d' achat des travailleurs a diminué de 51 % , le coût de la vie a augmenté de 347,2 % , la participation des salariés dans le revenu national est passée de 43 à 32% et , en 1976 , le PIB a diminué de 3,6 % .

Les journalistes argentins résidant en France , de toutes opinions politiques , mais désirant le retour à la démocratie dans notre pays , décidons de nous regrouper au sein de l' UPARF (UNION DE PERIODISTAS ARGENTINOS EN FRANCIA) pour :

- 1 .) nous adresser aux organisations syndicales françaises et aux syndicats de journalistes démocrates du monde entier , afin d' obtenir une solidarité active pour :
 - le rétablissement de la liberté de presse en Argentine
 - la libération des journalistes enlevés ou détenus
 - le soutien matériel et moral et la sécurité de leurs familles.
- 2 .) nous adresser aux journalistes français et à l' ensemble des organes d' information , sur un plan strictement professionnel , pour leur fournir des éléments d' information objectifs et de bonne source sur la réalité argentine .

Paris , le 30 mars 1977

JOURNALISTES ASSASSINES

- 1) Rodolfo Ortega Pena : directeur de la revue " Militanci ", député au parlement national .
- 2) Julio Cesar Fumarola : photographe de la revue " Siete Dias", collaborateur de plusieurs autres publications de Buenos Aires .
- 3) Pedro Leopoldo Barraza : ancien directeur de " Radio del Pueblo de Buenos Aires " .
- 4) Juan Carlos Colombo : rédacteur en chef du quotidien " El Norte ", de San Nicolas (Province de Buenos Aires)
- 5) Jorge Money : rédacteur du quotidien " La opinion ", Buenos Aires .
- 6) Zelmar Michelini : rédacteur des quotidiens " Noticias" et " La Opinion " de Buenos Aires , ancien sénateur uruguayen .
- 7) Luciano Jaime : rédacteur du quotidien " El Intransigente", Salta . (Province de Salta)
- 8) Mario Goldberg : journaliste à la radio "Bahia Blanca", Bahia Blanca .(Province de Buenos Aires)
- 9) Mario Herrera : journaliste , ex- délégué syndical de la revue " Analisis", Buenos Aires .
- 10) Eduardo Dominguez : ancien secrétaire général du syndicat du livre de la province de Salta .
- 11) Alfredo Monaco : journaliste indépendant de la ville de Rosario (Province de Santa Fe)
- 12) Miguel Angel Loyola : dirigeant du syndicat du livre de Bahia Blanca (Province de Buenos Aires)
- 13) Enrique Hienrich : dirigeant du syndicat du livre de Bahia Blanca
- 14) Enrique Walker : rédacteur des revues " Gente ", " Nuevo Hombre", " Descamisado" de Buenos Aires .
- 15) Maria Victoria Walsh : rédactrice et déléguée syndicale du quotidien " La Opinion " .
- 16) Francisco Urendo : journaliste, poète et écrivain : Secrétaire de rédaction du quotidien " Noticias ", rédacteur du quotidien " La Opinion ", collaborateur de nombreuses publications .
- 17) Cristina Bettanin : photographe des revues " Ya ", "Descamisado" Buenos Aires
- 18) Miguel Angel Zavala Rodriguez : directeur de l' hebdomadaire " El Autentico" ancien député national
- 19) Alicia Perier : rédactrice de la revue "Noticias " B. Aires.
- 20) Pablo Outes : rédacteur de " El Intransigente ", Salta .
Assassiné dans la prison "Villa las Rosas", Salta.
- 21) Carlos Burnichon : journaliste, poète et éditeur de la Province de Cordoba .

JOURNALISTES DISPARUS :

1. Diana Guerrero : Rédactrice de la revue "La Discusion", Buenos Aires.
2. Eduardo Suarez : Rédacteur des quotidiens "El Cronista", "El Mundo" et "Noticias"; Buenos Aires.
3. Raimundo Gleyzer : Cinéaste et journaliste.
4. Angel Stivel : Dirigeant du Syndicat de la Presse de Cordoba.
5. Mabel K. de Dominguez : Rédactrice du quotidien "El Mundo" de Buenos Aires.
6. Eduardo Defleri : Journaliste indépendant de Buenos Aires
7. Maria Elena Amadio : Rédactrice de la revue "Discusion" de Buenos Aires.
8. Luis Soruco Barba : Rédacteur du quotidien "El Tribuno" Salta
9. Ernesto Luis Fossati : Rédacteur de la revue "Panorama" Buenos Aires.
10. Alfredo Kolliken Freers : Rédacteur du journal "La Plata
11. Hugo Idelman Nario : Militant du Syndicat de la presse de Tandil et de la société argentine d'auteurs-compositeurs.
12. Carlos Perez : Editeur et journaliste. Ancien directeur du supplément culturel du quotidien "Clarín" Buenos Aires.
13. Aldo Cometo : Ancien directeur du quotidien "Respuesta Popular",
14. Haroldo Conti : Journaliste et écrivain. Collaborateur de la revue "Crisis"; Prix "Seix Barral" et "Casa de las Américas".
15. Miguel Angel Bustos : Journaliste et écrivain.
16. Oscar Barros : Journaliste et écrivain, enlevé avec sa femme Luisina Alvarez.

17. Hettore Pierri

: Journaliste indépendant.

18. Patricia Villa

: Rédactrice à l'agence Inter Press Service.
Membre de l'Association de Journalistes
de Buenos Aires.

19. Hector Demarchi

: Rédacteur du quotidien "El Cronista", Buenos Aires. Délégué syndical et membre de la Commission Exécutive de l'Association de Journalistes de Buenos Aires.

20. Conrado Ceretti

: Rédacteur de "El Cronista" de Buenos Aires.

21. Jose Luis Sabini Fernandez

: Rédacteur de la revue "Crisis"

22.

JOURNALISTES DETENUS

1. Roberto Luis Dominguez

: Directeur du Journal "El Sol" Concordia.

2. Elias Morelli

: Ancien directeur du journal "El Sol".

3. Joaquin Alvarez

: Directeur du Journal "Alberdi" de Ve dia Province de Buenos Aires; détenu avec ses enfants Carlos et Luis.

4.

4. Alberto Costa

: Directeur du mensuel "Barrilete", arrêté avec sa femme Galia Marchissio, psychologue.

5. Pedro Cazes Camarero

: Ancien directeur de "El Combatiente"

6. Eduardo Molina y Vedia

: Rédacteur et délégué syndical du quotidien "La Opinion" Buenos Aires.

7. Mario Paoletti

: Sous-directeur du Journal "El Independiente" La Rioja.

8. Ramon Veron

: Rédacteur du quotidien "Los Principios" Province de Cordoba.

9. Carlos Dessimone

: Rédacteur du quotidien "Los Principios" Province de Cordoba.

10. Felipe Nicola : Rédacteur du quotidien "Los Principios"
Province de Córdoba.
11. Roberto Reina : Dirigeant du Syndicat du Livre de Córdoba.
12. Emiliano Costa : Délégué syndical du quotidien "El Cronista"
Buenos Aires.
13. Guillermo Affierí : Secrétaire Général du Syndicat du Livre de
Córdoba
14. Plutarco Schaller : Photographe du Journal "El Independiente"
La Rioja.
15. Eduardo Jozami : Ancien Secrétaire Général de la Fédération
Argentine des Travailleurs du Syndicat du
Livre.
16. Andrés Cultelli : Ancien directeur du journal "El Sol" de l'
Uruguay. Condamné à 14 ans de réclusion par
la justice militaire.
17. Carlos Fontanarrosa : Journaliste et dessinateur.
18. Rafael Capellupo : Rédacteur du quotidien "La Razon" Buenos
Aires.
19. Nelson Nicoletti : Secrétaire Général du Syndicat du Livre de
La Pampa.
20. Miguel Angel Fernandez : Directeur du journal "Norte", Resistencia,
Province du Chaco.
21. Antonio di Benedetto : Ecrivain et sous-directeur du quotidien "Los
Andes", Province de Mendoza.
22. Norma Sibila : Rédactrice du quotidien "Los Andes"
23. Ventura Perez : Rédacteur du quotidien "Mendoza". Secrétaire
Général du Syndicat du Livre de Mendoza.
Détenu avec 6 autres membres de la commission
directive du syndicat.
24. Jorge Bonnardel : Rédacteur du quotidien "Los Andes".
25. Edgardo Diaz Valenzano : Secrétaire Général du quotidien "Los Princi-
pios", Province de Córdoba.
26. Juan Perez Castellano : Rédacteur du quotidien "Los Principios".

27. Carlos Ortiz : Rédacteur et dessinateur du quotidien "Los Principios".
28. Daniel Divinsky : Directeur des "Éditions de la Flor", Buenos Aires. Détenu avec sa femme, Ana Maria Miller.
29. Manuel Rossi : Directeur du quotidien "El Dia" Parana, Province de Entre Rios.
30. Enrique Rodriguez Larreta (fils) : Journaliste uruguayen, rédacteur du quotidien "El Cronista", Buenos Aires. Enlevé avec sa femme et ses enfants par un groupe paramilitaire et remis six mois plus tard au gouvernement uruguayen. *Enlevé par paramilitaire*
31. Jose Garcia Hamilton : Directeur du quotidien "El Pueblo", Province de Tucuman.

FERMETURE DE QUOTIDIENS

NOTICIAS (100.000 ex.)
EL MUNDO (60.000 ex.)
RESPUESTA POPULAR (40.000 ex.)
LA CALLE (35.000 ex.)

TOUS DE EUENOS AIRES

EPOCA de la Province de Corrientes.

FERMETURE D'HEBDOMADAIRES

RESPUESTA (8.000 ex.)
EL DESCAMISADO (100.000 ex.)
EL PERONISTA (75.000 ex.)
LA CAUSA PERONISTA (60.000 ex.)
MILITANCIA (35.000 ex.)
DE FRENTE (26.000 ex.)
EL COMBATIENTE (35.000 ex.)
ESTRELLA ROJA (15.000 ex.)
EL AUTENTICO (35.000 ex.)
CRISIS (40.000 ex.)
OPULENCIA Y MISERIA (4.500 ex.)
ATALAYA (6.000 ex.)
RESPETAD (6.000 ex.)
NUESTRA PALABRA (25.000 ex.)
TRIBUNA POPULAR (25.000 ex.)

FERMETURE DE PUBLICATIONS

PURO PUEBLO (30.000 ex.)

CON TODO (35.000 ex.)

LIBERACION (25.000 ex.)

EN LUCHA (10.000 ex.)

NUEVO HOMBRE(30.000 ex.)

LUCHAS (15.000 ex.)

NO TRANSAR (5.000ex.)

POSICION (5.000 ex.)

CUESTIONARIO (30.000ex.)

SATIRICON (150.000 ex.)

FERMETURE TEMPORAIRE DE QUOTIDIENS

CRONICA , Comodoro Rivadavia

EL INDEPENDIENTE, La Rioja

LOS PRINCIPIOS , Cordoba

EL DIARIO, Parana

LOS ANDES , Mendoza

LA ARENA , Santa Rosa

EL INTRANSIGENTE, Salta

LA MANANA, Victoria

EL SOL , La Rioja

LA OPINION , La Rioja

LA ESTRELLA DE LA MANANA, Cañada de Gomez

CRONICA de Buenos Aires

LA OPINION , Buenos Aires

EL CRONISTA, Buenos Aires.

FERMETURE TEMPORAIRE DE RADIOS ET CHAINES DE TELEVISION

RADIO CONTINENTAL , Buenos Aires

RADIO RIVADAVIA, Buenos Aires

CANAL 9 DE TV, Buenos Aires

CANAL 2 DE TV de La Plata

LA SITUATION DU GOUVERNEMENT MILITAIRE AU MOIS DE MARS 1977

Après un an de dictature, les contradictions au sein de l'appareil militaire argentin se sont accentuées. Objectivement, le gouvernement n'a pu atteindre les objectifs qu'il s'était fixés en assumant le pouvoir, et qui étaient fondamentalement au nombre de quatre :

- freiner la mobilisation de la classe ouvrière et couper court à toute opposition à la politique économique gouvernementale dont les effets ont été de réduire sa participation au revenu national et d'entraîner de nombreux licenciements,
- juguler la crise économique,
- rechercher et obtenir l'appui des classes moyennes, de l'Eglise et des dirigeants des partis politiques traditionnels (conservateurs et libéraux),
- liquider la guérilla.

Or, la classe ouvrière a opposé une résistance farouche, à travers les mobilisations, le sabotage, le "travail dans la tristesse", etc. Les chiffres et les statistiques parlent d'eux-mêmes et mettent à nu le fiasco de la politique économique gouvernementale. Le gouvernement se trouve totalement isolé, aussi bien des partis politiques que de l'Eglise et des classes moyennes. Et la guérilla, malgré les coups qu'elle a reçus, poursuit toujours ses opérations.

Placés devant l'évidence, les militaires sont de plus en plus divisés quant à la façon de poursuivre la lutte. On peut y distinguer, grosso modo, deux tendances principales :

- il y a ceux qui veulent élargir la base d'appui du gouvernement et qui sont prêts à faire certaines concessions de type économique et politique aux dirigeants politiques et syndicaux. (Précisons qu'il ne s'agit pas dans ce cas de mettre un terme à la répression, mais plutôt de la rendre plus sélective) ;
- il y a aussi ceux qui sont favorables à un durcissement de la répression et au maintien de la politique économique actuelle.

Le rapport de force au sein de l'appareil militaire

Depuis que les militaires argentins ont commencé à prendre directement en charge la gouverne de l'Etat, dès 1930, c'est essentiellement le rapport de forces à l'intérieur même de l'armée qui a déterminé la politique à suivre pour briser la volonté démocratique du peuple argentin. C'est en somme ceux qui avaient l'appui des chefs de

brigades et des principales unités, qui réussissaient à imposer leurs vœux. En 1962, alors que les contradictions étaient à leur maximum au sein de l'appareil militaire et que le rapport de forces ne semblait favoriser aucun clan, un affrontement armé dut finalement trancher la question : durant deux semaines, on assista à une petite guerre (qui fit plusieurs morts et des dizaines de blessés) au terme de laquelle la crise politique entre "bleus" et "rouges" fut finalement résolue.

Les mises à la retraite et les promotions militaires qui ont eu lieu chaque année au mois de décembre ont donc une grande importance et permettent de déterminer le rapport de forces politiques au sein de l'appareil armé.

Ainsi, suite aux derniers changements survenus en décembre 1976, la situation au sein des forces armées est la suivante :

- les partisans d'un élargissement de la base d'appui du gouvernement (ou les "colombes" selon l'expression en vogue dans les milieux politiques argentins), dont les principaux représentants sont le Président Videla lui-même et son chef d'Etat Major, le Général Roberto Viola, ont réussi à placer à la tête des principales brigades, des généraux qui leur sont acquis. Mais la situation est plus partagée au niveau des chefs de corps. Le Général Carlos Suarez Mason, chef du 1er corps d'armée de Buenos Aires (de loin le plus puissant) est farouchement opposé au clan des "colombes", tandis que le Général Luciano Menéndez, chef du III^e corps d'armée de Cordoba, observe provisoirement une stricte neutralité. Les II^e et V^e corps d'armée, stationnés respectivement à Rosario et à Bahia El Anca, se sont alliés par contre au tandem Videla-Viola. Les "colombes" ont également remporté une victoire importante en obtenant la mise à la retraite des généraux Vilas, Boasso et Mugica, appartenant aux secteurs "ultras".

- les "durs", en revanche, ont de solides appuis parmi l'ensemble de la marine et de la force aérienne, et parmi l'armée de terre, ils peuvent compter sur le Ministre du Plan (un super-ministère mis sur pied par les militaires), le Général Ramon Diaz Bessone, ainsi que sur de nombreux officiers subalternes.

Est-il nécessaire de signaler que ce panorama n'est pas quelque chose d'immuable. Les "appuis" militaires varient souvent au gré de la situation.

Le bilan de la politique gouvernementale

Alois, quels sont les résultats obtenus par le gouvernement militaire argentin après un an de gestion ? Pour y répondre, nous allons nous en rapporter aux quatre objectifs principaux qu'il s'était fixé sur le plan interne.

1) FREINER LA MOBILISATION OUVRIERE

Malgré le déchaînement intense de la répression, la résistance des travailleurs n'a pas diminué ; au contraire, elle tend à s'accroître, comme on pourra le constater au dossier sur le mouvement ouvrier.

2) JUGULER LA CRISE ECONOMIQUE

La situation de l'économie argentine s'est considérablement aggravée par rapport à ce qu'elle était avant mars 1976 (cf. le rapport sur la situation économique).

3) ELARGIR LA BASE D'APPUI DU GOUVERNEMENT

La répression n'a épargné ni les partis politiques, ni les institutions et organisations à caractère national, ce qui fait que le gouvernement se trouve totalement isolé. L'Argentine est un pays qui possède une profonde tradition démocratique, et cela se retrouve même parmi les milieux conservateurs qui malgré leur idéologie ont une pratique politique libérale. Aujourd'hui, l'Eglise argentine, les partis politiques, les syndicats et les organisations professionnelles, bref la grande majorité des couches sociales du pays s'affrontent au gouvernement, ou tout au moins s'en éloignent de plus en plus.

4) LIQUIDER LA GUERILLA

C'est indubitablement dans ce domaine que les militaires ont marqué le plus de points. Les deux organisations de guérilla (les Montoneros, de tendance péroniste, et l'Armée révolutionnaire du Peuple, ERP, marxiste-léniniste) ont effectivement été durement touchées. Plusieurs de leurs appareils ont été démantelés, et une grande partie de leurs cadres ont été supprimés physiquement, sont disparus ou en prison. Mais il n'est pas moins vrai qu'elles poursuivent leurs opérations avec une marge de manœuvre non négligeable. La presse révolutionnaire paraît régulièrement, le PRT-ERP publie même trois journaux, un politique, un militaire et un destiné à la jeunesse. De la même façon, les opérations de guérilla et les actions de propagande armée n'ont pas cessé.

Perspectives

Il est évident que le gouvernement militaire traverse une situation critique et il est pour le moment impossible de prévoir quel type de solution politique il pourra avancer pour s'en sortir. Mais de toutes façons, l'équilibre actuel risque d'être rompu à tout moment. L'isolement dans lequel il se trouve sur le plan international (voir à ce sujet le rapport sur la situation internationale) n'est certes pas sans aggraver sa position. L'attitude du gouvernement nord-américain quant aux droits de l'homme en Argentine, pour ne citer que ce cas, a coupé l'herbe sous les pieds des militaires. Ceux-ci doivent-ils se lancer encore davantage dans la répression, ou au contraire amorcer une ouverture politique ? D'aucuns pensent que les militaires en viendront une fois de plus à l'affrontement armé, étant donné l'équilibre précaire et l'acuité des contradictions entre les deux tendances. Quoi qu'il en soit, 1977 sera une année décisive en Argentine, car une solution s'impose et elle ne peut plus attendre.

BILAN ECONOMIQUE

1) Quels objectifs économiques s'est assigné le gouvernement militaire depuis le 24 mars 1976 ? Quels principes s'est-il donné pour atteindre ces objectifs ?

- " A. Le principe fondamental repose sur l'affirmation de la nécessité de la stabilité politique pour parvenir à la stabilité économique.
- B. Le bien être général dépend de la croissance. Celle-ci dépend à son tour de l'investissement. Pour investir, il faut épargner et il n'y a d'épargne que si les entrepreneurs constatent l'existence d'une certaine rentabilité. Il faut donc créer les conditions qui garantissent un minimum de rentabilité à l'activité d'entreprise.
- C. Il est nécessaire de passer d'une économie de spéculation à une économie de production.
- D. L'inflation est le problème principal de l'économie du pays ; en effet :
 - elle dérègle l'activité économique,
 - elle entraîne une régression de la participation des secteurs populaires à la distribution des revenus,
 - elle empêche tout calcul économique, dévore les bénéfices, décourage l'épargne et l'investissement,
 - elle est préjudiciable aux consommateurs,
 - elle détériore la valeur de la monnaie, sur le plan intérieur comme sur le plan extérieur, provoquant ainsi le déséquilibre de la balance des paiements.
- E. Le moteur de l'économie ne peut être que le secteur privé. Cela veut dire que l'Etat doit s'en tenir à ses fonctions spécifiques, c'est-à-dire au contrôle de l'activité économique. Il doit de ce fait limiter le plus possible son activité en tant que producteur.
- F. Aboutir à une équitable distribution du revenu."

(Déclarations du Ministre de l'Economie, José Alfredo Martínez de Hoz, en avril 1976. Cette déclaration a été faite à la radio et à la télévision nationales dans le cadre de la présentation des principes et des objectifs économiques du gouvernement militaire.)

2) A la fin de 1976, quels sont les chiffres officiels concernant l'activité économique après 9 mois de gouvernement militaire ?

A) Augmentation du coût de la vie	347,2 %
B) Participation des salariés au revenu national	32 % (48 % en 1975)
C) Chômage urbain	6 %
D) Incidence du déficit budgétaire sur le PNB	9 %
E) Baisse du Produit National Brut	3,6 %
F) Baisse des importations	23 %
G) Baisse de l'offre globale	7,4 %
H) Baisse de la consommation globale	8,4 %
I) Baisse de l'investissement brut interne	12,7 %
J) Réduction des marchandises et services disponibles	7,9 %
K) Augmentation de la masse monétaire	248 %
L) Augmentation des exportations	30 %
M) Dette nationale (en millions de US dollars)	14.000
N) Salaire réel : base 100 en 1960 1975 = 146 / 1976 = 88	
O) Augmentation du dollar entre le 24/3/76 et mars 1977 :	40 %

3) Observations et données complémentaires sur les chiffres officiels.

- A. L'augmentation du coût de la vie fut plus élevée qu'en 1975 (334,8 %). Elle s'est produite malgré "la bataille contre l'inflation" engagée par le gouvernement. La tendance se poursuit : 13,8 % en janvier 1977 et 6,4 % en février 77.
- B. La participation des salariés au revenu national (32 %) prend plus de relief si on la compare avec la France par exemple où cette même participation atteint 75 %.
- C. Le taux de chômage urbain (6 %) qui ne peut à cette valeur être considéré comme catastrophique mérite deux observations :
 - les organismes privés l'évaluent à 12 %,
 - cependant, ce niveau relativement bas s'explique par le fait que le gouvernement s'est vu empêché, par la tendance ouvrière, de procéder à des licenciements massifs (cf. l'incidence du déficit fiscal). De plus, il est confronté à la contradiction qui consiste à alléger en termes d'emploi l'appareil d'état, et à placer cette main d'œuvre excédentaire dans le cadre d'une économie de récession. Au cours des premiers mois de 1977, les militaires ont entrepris une politique "graduelle", mais forme de licenciements massifs au sein de l'administration ; le budget de l'état approuvé pour l'année suppose, pour être respecté, un allègement massif des emplois publics.
- E. La chute du produit national brut (3,6 %) est estimée par certaines sources non officielles, nationales ou internationales à plus de 6 %. Certaines estimations atteignent 7,5 %.
- F. La chute des importations est un autre indice clair de la politique recessive qui préside à l'économie argentine. A noter que 70 % des importations sont des consommations industrielles.
- M. La dette nationale représente la valeur de quatre années d'excellentes récoltes.
- N. Le salaire réel représente le niveau le plus bas de ces trente dernières années.

4) Perspectives

En comparant les objectifs initiaux du gouvernement militaire en matière d'économie avec les chiffres qu'il a lui-même publiés pour 1976 et début 1977, il devient possible d'obtenir une idée des résultats réellement obtenus.

La seule donnée positive, c'est la balance commerciale : elle passe d'un déficit de 1.000 millions de dollars à un excédent du même montant. Ceci s'explique par le fait que l'effort essentiel a été concentré sur la production agricole, principale rubrique des exportations. La forte compression du marché interne a dégagé des excédents exportables qui ont permis d'améliorer la situation de la balance des paiements, ceci d'autant plus que les importations ont, quant à elles, baissé fortement.

Centrant toute sa stratégie sur la production agricole, le gouvernement a proposé, en mai 76, d'excellents prix aux producteurs, ceci pour une récolte record pour le blé : 12 millions de tonnes. Mais la chute des prix mondiaux (40 %) a ruiné les perspectives du gouvernement. De plus, l'Argentine ne dispose pas de moyens permettant de stocker des excédents. La tactique du gouvernement fut alors la suivante : d'une part accélérer le processus d'érosion monétaire, de façon à payer les producteurs à un prix réel inférieur et d'autre part à procéder à l'émission de monnaie.

Il est alors prévisible que les petits et moyens producteurs de l'agriculture se joignent aux fortes résistances que provoque, dans de larges secteurs de la production et des services l'actuelle politique économique du gouvernement militaire.

On constate :

- une augmentation du coût de la vie,
- une montée du chômage,
- un développement de la recession,
- des perspectives d'accélération de l'inflation,
- un déficit budgétaire considérable,
- une chute de l'investissement,
- une croissance de l'endettement national.

Le mois d'avril pourrait bien être l'occasion du remplacement du Ministre de l'Economie, José Alfredo Martinez de Hoz.

On parle de plusieurs candidats pour ce poste, le favori étant José Maria Dagnino Pastore, ancien Ministre d'une autre dictature militaire (celle du Général Roberto Marcelo Levingston) et homme de confiance de la Marine.

Cependant, le départ de M. de Hoz et la désignation de son remplaçant dépendront avant tout des rapports de forces existant entre les militaires au sein desquels les contradictions provoquées par la crise ne font que s'aggraver.

MOUVEMENT OUVRIER - Un morceau dur à croquer

Avec 25 millions d'habitants et une population active de 9 millions, l'Argentine compte 6 millions de salariés dont plus de la moitié sont des ouvriers industriels : ces chiffres expliquent, pour une bonne part, l'importance du mouvement ouvrier argentin, l'un des plus résistants d'Amérique Latine.

L'écrasante majorité des travailleurs se concentre dans quatre grands pôles industriels (Buenos Aires, Cordoba, Rosario, Tucuman), dominés par un groupe d'entreprises de type monopoliste (234 entreprises dont 120 réalisent 22 % du P.I. B. du Pays). Ainsi, 0,2 % des établissements industriels regroupe 25,4 % des ouvriers.

Ouvriers ou employés, tous les travailleurs sont affiliés à des syndicats puissants, au pouvoir économique important : avec des retenues variant entre 1 et 3 % du salaire mensuel, ils gèrent la sécurité sociale, l'assistance médicale, les programmes de formation, de logement, d'animation et de loisirs, pour le compte de leurs nombreux adhérents. A leur tour, ces syndicats adhèrent à une centrale unique, la "Confédération Générale du Travail" (C. G. T.).

Législation répressive du gouvernement militaire

- * Communiqué n° 58, plaçant sous contrôle militaire, la C. G. T. et 32 syndicats parmi les plus importants.
- * Loi 21.261, annulant le droit de grève.
- * Article 7 de "l'acte pour le processus de réorganisation nationale", interdisant toute activité syndicale.
- * Communiqué n° 67, interdisant "les troubles des relations de travail".
- * Loi 21.397, annulant les clauses de la convention collective du travail.
- * Loi 21.297, modifiant le régime de contrat de travail institué par la loi 20.744.
- * Loi 21.359, interdisant la réalisation d'élections syndicales.
- * Loi 21.400, dite de "sécurité industrielle" permettant l'occupation militaire des usines et la réquisition des travailleurs ; prévoyant, à l'encontre des auteurs de "mesures directes affectant la production" (grèves, arrêts de travail, diminution des cadences, ...) des peines allant jusqu'à vingt ans de prison.

Une année de grèves et de conflits

En dépit de cet arsenal de mesures et de la répression directe, de nombreux conflits se sont succédés depuis le 24 mars 1976. A l'origine de ces mouvements, des revendications variées : augmentations salariales, diminution de la durée du travail, chute du pouvoir d'achat des salaires, annulation de licenciements et d'autres sanctions.

Dès le mois d'avril, se développe, dans les ateliers et les usines, le travail "a descano" (à contre coeur, assimilable à la grève du zèle), arrêts partiels de travail et diverses actions destinées à paralyser la production. Dans certaines entreprises, la production tombe de plus de 80 % : ainsi, deux mois après le coup d'état, Renault annonce que la cadence journalière de son usine de Cordoba était passée de 220 à 27 véhicules, soit une diminution de 85 %.

Devant ces actions des travailleurs, les militaires ont accru la répression directe. A partir du mois d'août, les occupations militaires des usines se développent sans freiner pour autant la progression des conflits de travail.

Ainsi, le 11 septembre, l'infanterie de marine occupe une usine de la General Motors située dans la province de Buenos Aires. Le 18, des troupes de l'armée de terre prennent le contrôle de l'usine "Grandes Motores Diesel", de la province de Cordoba. En octobre, de très nombreuses usines passent sous contrôle militaire : Fiat, Ford, Peugeot et Mercedes Benz dans le secteur automobile, Massey Ferguson (tracteurs et matériel agricole), "la Cantabrica" (métallurgie), EMA (chantiers navals) et SEGSA (entreprise nationale d'énergie).

De novembre 1976 à mars 1977, les conflits s'étendent à d'autres branches (imprimerie, télécommunications, banques, frigorifiques, alimentation, textile, chimie, ports, électricité). Décembre est le mois le plus chaud et le Ministre du Travail de la Junta reconnaît que 300.000 ouvriers sont touchés par les grèves.

La grève "de la tristesse"

Commencée le 5 octobre 1976, la grève des travailleurs de l'énergie et de l'électricité, qui dure encore, est sans doute le plus important conflit déclenché en Argentine depuis l'arrivée des militaires au pouvoir. Surnommée "grève de la tristesse" en raison des formes de lutte adoptées par les travailleurs (marquées par la généralisation du travail "à contre coeur"), elle s'est amplifiée depuis l'enlèvement de M. Oscar Smith, Secrétaire général du syndicat des travailleurs de l'énergie, le 11 février 1977.

Dès le début de la grève, l'occupation militaire de tous les locaux du syndicat, l'emprisonnement, l'enlèvement et le licenciement de syndicalistes ont été les seules réponses du gouvernement aux revendications avancées. Mais les 200.000 adhérents du syndicat de "Luz y Fuerza" persistent dans leur attitude, exigeant notamment : la réintégration de 246 délégués licenciés pendant la grève, l'annulation des sanctions prises à l'encontre de 432 ouvriers, la réduction du temps de travail (augmenté de 7 heures par semaine par la nouvelle législation du travail) et la libération de M. Oscar Smith.

AMITIES DOUTEUSES ET ISOLEMENT CROISSANT

"Trop souvent, à l'étranger, on exagère les faits négatifs. Il nous faut améliorer notre image à l'extérieur." Le 22 mars, M. Gualter Oscar Allara, sous-secrétaire argentin des Affaires Etrangères, s'adresse ainsi à la presse de Buenos Aires. Il rentre de Paris, où il a présenté une réunion "extraordinaire" avec la participation de 19 ambassadeurs de son pays en poste en Europe occidentale. En particulier, dit-il encore, le thème des droits de l'homme que nous avons évoqué a mis en relief ce besoin d'une meilleure diffusion de la réalité nationale à l'étranger. M. Allara entend répondre ainsi à une campagne menée par la "subversion", rendue responsable de l'isolement actuel du régime militaire argentin.

Pourtant, après le coup d'état du 24 mars 1976, destituant Isabel Peron, la Junte présidée par le Général Videla, bénéficiait, au niveau international, d'un préjugé favorable. Grâce à une habile campagne de propagande, les militaires argentins avaient pu faire oublier qu'ils détenaient déjà l'essentiel du pouvoir et menaient activement la répression. Ils se présentaient comme des modérés, obligés de saisir les rênes d'un état à la dérive. Dans les semaines précédant le "Golpe" (qui avait été annoncé par Videla trois mois plus tôt), des émissaires des putschistes avaient parcouru les capitales d'Europe et d'Amérique, justifiant leur action future par la crise politico-économique, l'inflation galopante, la corruption et la montée de la violence. Dès le lendemain du coup d'état, l'Espagne et le Chili avaient reconnu le nouveau régime, rapidement suivis par les Etats-Unis et la majorité des pays européens et latino-américains.

Avant même d'être considérée par sa désastreuse politique économique, la junte se dévouait par ses amitiés extérieures.

Début avril, par des fuites bien organisées dans la presse argentine, s'annonçait la création imminente d'un "pacte de l'Atlantique sud", regroupant l'Argentine, le Brésil et l'Afrique du Sud. Si le projet paraît aujourd'hui en veilleuse, il a été évoqué tout au long de l'année. Certains observateurs mettent le projet sur le compte de la Marine, traditionnellement plus ultra que les autres armes.

Videla, qu'ils présentent volontiers comme un modéré, y serait opposé. Encore faut-il savoir si ce n'est pas au nom de la traditionnelle prééminence de l'Armée de terre sur la Marine. Car le président (qui s'est parfois trouvé en franche opposition avec les deux autres membres de la junte) ne semble pas avoir des amitiés plus recommandables.

En 1976, Videla s'est rendu en Bolivie (du 27 au 30 octobre) et au Chili (du 10 au 13 novembre). Banzer a fait une courte visite à Buenos Aires à la mi-novembre et peu après, le Président argentin rencontrait son homologue uruguayen Aparicio Mendez pour inaugurer un pont reliant les deux pays. Cette ouverture dans le cône sud, complétée par une visite à Lima en février 1977, témoigne d'affinités certaines entre ces dictatures. Elle illustre aussi la contradiction de la diplomatie argentine, obligée de s'intégrer économiquement avec ses voisins (et d'y contrebalancer, dans la mesure du possible, l'influence brésilienne) alors qu'elle veut s'en distinguer devant l'opinion publique internationale.

Ce fut surtout le cas pour le Chili et les journalistes argentins qui accompagnaient Videla avaient reçu des instructions pour qu'ils soulignent les "différences" séparant les deux régimes. Mais la signature d'importants accords économiques, l'échange de décorations et les témoignages de soutien mutuel ont quelque peu terni cette image. D'autant qu'une déclaration conjointe mettait l'accent sur l'identité des objectifs et la lutte contre la subversion internationale.

Cette couverture à laquelle il faut ajouter les voyages du Ministre des Affaires Etrangères, Amiral Guzzetti, et de l'Economie, M. Martinez de Hoz, montre également les limites des soutiens internationaux de l'Argentine. Car au fil des mois, il est devenu impossible de cacher à l'opinion internationale la réalité du régime et la situation des droits de l'homme en Argentine.

Les réactions se sont succédées. En juillet 1976, les principaux dirigeants socialistes européens, de Mitterand à Palme, en passant par Soares et Kreisky, publiaient un document condamnant la junte et demandant des élections immédiates.

Avec les pays occidentaux, les relations se sont refroidies à l'extrême, à l'exception peut-être de la France. De retour de Mar del Plata où se tenait la conférence des Nations Unies sur l'eau, M. Ansquer, Ministre de la Qualité de la Vie, déclarait que les relations entre les deux pays n'avaient jamais été aussi bonnes. Ce n'est pas le cas de l'Autriche et des Pays-Bas par exemple, qui ont demandé officiellement à l'O.N.U. d'étudier les violations des droits de l'homme en Argentine. Ni les Etats-Unis où une commission du Parlement se penchait sur la question en octobre 1976. Depuis l'administration américaine a adopté une attitude de fermeté envers la junte, publiquement condamnée en février 1977, ce qui a conduit Buenos Aires à refuser une aide militaire réduite au nom de "l'ingérence dans les affaires intérieures argentines".

Après l'accablant rapport d'Amnesty International, les protestations à l'O.I.T. et à l'O.N.U., les déclarations du pape Paul VI et les condamnations des pays occidentaux il ne suffit plus à la junte, comme elle l'a fait en novembre, de se faire aider par un cabinet américain de relations publiques ou de financer des articles "positifs". D'où la réunion de Paris, pour préparer une riposte diplomatique.

Pour l'heure, la junte se rapproche de Brasilia et de ses autres voisins, également condamnés par Carter. Un raidissement qui l'isole davantage alors que la situation intérieure est explosive. Qui l'affaiblit également, comme l'a montré tout récemment, son incapacité à adopter une ferme position face aux Britanniques qui s'intéressent à nouveau aux Malvinas (Falkland) et à son pétrole.

IL EST INTERDIT DE PENSER

La répression déchaînée contre les organes d'information, qu'ils soient indépendants, démocratiques, progressistes ou révolutionnaires, affecte en réalité tout ce qui touche de près ou de loin au secteur de l'éducation et de l'information et vise essentiellement à empêcher la libre circulation des idées.

Le présent rapport sur la politique universitaire, bien qu'incomplet, permettra néanmoins à messieurs les journalistes d'avoir une vision d'ensemble de la situation dans ce domaine.

Persécution idéologique

Le Lieutenant-général Jorge R. Videla, Président de la Nation, a révélé lors d'un discours prononcé le 24 septembre à Tucuman, qu'un "programme de corruption idéologique a été appliqué dans les écoles, collèges et universités du pays, ainsi que dans les centres culturels et scientifiques". De telles déclarations ont servi à justifier le démantèlement de facultés entières, comme à l'Université nationale du Sud où plus de 50 professeurs et étudiants ont été détenus tandis que des mandats d'arrêt étaient émis contre 200 autres. La même situation s'est répétée à l'Université nationale de Cuyo où 181 professeurs ont été licenciés, 114 étudiants expulsés, et 121 suspendus indéfiniment.

Les persécutions idéologiques touchent tous les milieux politiques, y compris ceux qui avaient participé aux gouvernements militaires antérieurs, pourtant difficilement soupçonnables d'activités subversives. C'est notamment le cas du Dr Gustavo Malek, ancien Ministre de l'Education et de la Culture sous le gouvernement militaire du Lieutenant-général Lanusse, et aujourd'hui directeur du bureau régional de la science et de la technologie pour l'Amérique Latine et les Caraïbes, organisme dépendant de l'UNESCO.

Ces persécutions ont forcé quelques 10.000 professeurs, chercheurs et techniciens à se chercher du travail à l'extérieur ou à s'exiler dans d'autres pays d'Amérique Latine et en Europe.

Le budget de l'éducation

Selon l'UNESCO, le budget que chaque pays doit allouer à l'éducation doit représenter environ 32 % du budget total. Or en Argentine, le budget de l'éducation ne représente que 11 %.

L'admission à l'université

La politique actuelle tend à limiter le nombre d'inscriptions à l'université. Ainsi :

- a) les admissions ont été réduites de 40 % par rapport à 1976. L'année dernière, la population universitaire était de 536.969 étudiants, dont 55.804 fréquentaient des institutions privées. Aujourd'hui, il n'y a plus que 322.185 étudiants.

b) par ailleurs, les autorités ont instauré un système d'examens par "matières obligatoires". Néanmoins, dans le cas où le nombre de demandes d'admission est supérieur aux places disponibles, les autorités procèdent à une nouvelle élection, sur la base des résultats d'examens.

c) Elles ont, en outre, inauguré un nouveau système de matricules payantes. Cette politique est en contradiction flagrante avec le principe de la gratuité scolaire, instauré légalement en Argentine au cours du siècle dernier et consacré par la Conférence internationale de Genève sur l'enseignement public (article n° 45), comme l'a affirmé le CADHU à la Commission des droits de l'homme des Nations Unies réunie pendant les mois de février et mars 77 à Genève, en Suisse.

Annulation de carrières universitaires

Le 26 novembre 1976, le professeur Ricardo Bruera, Ministre de l'Education et de la Culture, a annoncé l'annulation de 95 carrières universitaires dans tout le pays, ainsi que 17 cours de base. Parmi les carrières rayées dorénavant des programmes universitaires "en raison de la pénétration idéologique et de la dissolution sociale auxquelles elles ont été soumises au cours des dernières années" ("La Nacion", 25 août 1976), il y a la psychologie, la sociologie et l'anthropologie. Mais ce n'est pas tout. Il y a également le service social, la bibliothéconomie, le théâtre, l'océanographie, l'art et le folklore, ainsi que l'organisation de l'environnement. Quant à l'école de Liné-sithérapie de l'université nationale de Buenos Aires, elle a été fermée "temporairement" le 28 juillet dernier, et elle n'a pas rouvert ses portes depuis.

Situation syndicale

A partir du 24 mars 1976, l'activité syndicale de la Confédération des Travailleurs de l'Education de la République Argentine (CTERA) fut interdite. Celle-ci regroupait 96 % des professeurs et du personnel administratif du primaire, du secondaire et de l'enseignement universitaire. Ses dirigeants et ses sympathisants ont été persécutés, incarcérés et dans certains cas assassinés.

Situation des étudiants étrangers

Selon le journal "La Nacion" du 31 janvier 1977, "chaque université fixera un quota d'étudiants étrangers". Celui-ci est assez restrictif : l'université nationale de La Plata qui attirait traditionnellement un grand nombre d'étudiants latino-américains, particulièrement des boliviens et des péruviens, annonça que cette année, de 7.509 places vacantes, il y en aurait maintenant 108, pour les étrangers. Le journal dit encore ceci : "les autorités gouvernementales des pays d'origine des étudiants devraient avoir le droit de choisir les élèves en fonction de leurs conditions intellectuelles, personnelles et idéologiques". Le Ministère pourrait se réserver le droit d'interdire l'entrée d'élèves qui ne rempliraient pas ces conditions.

La réforme universitaire de 1918 qui prônait l'enseignement libre, la liberté académique, l'autorité financière et l'indépendance à travers une représentation tripartite formée d'étudiants, professeurs et diplômés, fut la conquête de longues années de lutte de l'ensemble du mouvement étudiantin argentin.

Tous les gouvernements militaires essayèrent de supprimer la législation universitaire, mais à cause de fortes pressions populaires, les gouvernements civils se virent obligés de revenir aux acquis de 1918.

La junte militaire de Videla fit disparaître tous les principes fondamentaux qui régissaient l'université, tels que l'autonomie universitaire, la liberté de chaire et l'autonomie financière, transformant l'université en de simples instituts de l'enseignement secondaire.

La suppression de presque tous les secteurs des Sciences Humaines, la persécution idéologique, la limitation des crédits aux centres d'études, nous montrent un tableau d'une politique obscurantiste et réactionnaire dans la recherche, l'éducation et la culture que la junte militaire impose à l'Argentine.

Comparaison entre certains articles de la loi universitaire avant et après le coup d'état

Loi 20.654, approuvée le 14 mars 1974, en vigueur sous le gouvernement d'Eduardo Duhalde

Loi 21.276, approuvée le 4 avril 1976

Article n° 19

"La direction et l'administration des universités seront exercées avec la participation de tous les secteurs universitaires : enseignants, étudiants et personnel administratif"

Article n° 3

"La direction et l'administration des universités seront exercées par le Ministère de la Culture et de l'Education, et les recteurs ou présidents seront désignés par celui-ci"

Article n° 23

"Le recteur sera élu par l'Assemblée universitaire"

Article n° 3 - § a)

"Le Ministre exercera les attributions que les normes légales en vigueur attribuaient aux assemblées générales ; il déterminera les normes générales de la politique universitaires"...

Article n° 37

"Les universités nationales ont la liberté de chaire".

Article n° 3 - § a)

"Le Ministre effectuera la mise en ordre et veillera à la non répétition d'un diplôme universitaire dans une même région ; il établira aussi les normes administratives et budgétaires générales".

Comparaison entre certains articles
de la loi universitaire, avant et
après le coup d'état

(suite)

Article n° 6

"Il est établi comme seules conditions requises pour l'exercice de l'enseignement l'intégrité morale et le respect des lois fondamentales de la Nation".

Article n° 12

"Sont incompatibles avec l'exercice de la chaire universitaire ou avec des fonctions universitaires, toutes les activités qui s'écartent des objectifs fondamentaux établis par le processus de réorganisation nationale".

Article n° 7

"Il est interdit, dans l'enceinte universitaire, toute activité prenant des formes d'endoctrinement, de propagande, de prosélytisme ou d'agitation de caractère politique ou syndical, de la part des enseignants, des étudiants ou du personnel".

La loi 21.533, approuvée le 27 février 1977, modifie l'article n° 3 de la loi 21.276 car, à présent, c'est le Pouvoir exécutif qui désignera ou remplacera les recteurs ou présidents d'universités.

FEU SUR LE PEUPLE ARGENTIN

Environ 30.000 prisonniers politiques et "disparus",
 3.000 assassinats en 1976,
 plusieurs camps de concentration,
 7 fours crématoires (3 à Cordoba, 1 à Campo de Mayo, 1 à Neuquen,
 2 à Bahia Blanca),
 tortures systématiques et
 exécutions sommaires de prisonniers,

telle est l'image tristement célébrée de l'Argentine d'aujourd'hui, dont la presse internationale s'est faite l'écho au cours de l'année écoulée.

Moins connue mais peut-être tout aussi importante est la législation répressive mise en place depuis le 24 mars 1976.

L'état de droit n'existe plus.

Une législation violant le droit international et la Constitution nationale a été instaurée.

- Le 24 mars 1976, la junte dicte la loi 21.264 qui définit les peines pour les "délits de subversion". Cette loi introduit, pour la première fois, la peine de mort dans le droit argentin et autorise, à l'article 7, des Conseils de guerre spéciaux (conformément au Code de Justice militaire) à juger des délits.
- En novembre 1976, la junte vote les lois 21.460 et 21.461 complétant le système de jugements militaires pour des causes civiles. La première de ces lois stipule que dans le cas de délits de type subversif, l'enquête sera menée par des membres des forces armées ou des organismes de sécurité.
- Le 24 mars, la junte promulgue les lois 21.264 et 21.272, instaurant la peine de mort pour les délits politiques.
- L'article n° 5 de la loi 21.264 autorise les effectifs militaires à faire usage de leurs armes en cas de flagrant délit. Et l'article n° 10 affirme que la loi, et par conséquent, la peine de mort, sera applicable pour toute personne ayant 16 ans accomplis.
- La loi 21.272 établit également la peine de mort pour toute personne ayant provoqué des lésions graves ou la mort de membres des forces armées, qu'ils soient ou non dans l'exercice de leurs fonctions.
 Ne pas obéir à un ordre d'un militaire peut entraîner 4 ans de prison, atteinte à son honneur ou à sa dignité jusqu'à 10 ans, commettre un acte de violence à son encontre, jusqu'à 15 ans.